

13

DEVANT L'ACCAPAREMENT DES TERRES ET UNE AGRO-INDUSTRIE EN PLEINE EXPANSION, LES PAYSANS UKRAINIENS RÉPONDENT PAR L'ABSENCE D'OPPOSITION ET LEUR CAPACITÉ D'ADAPTATION¹

Natalia Mamonova²

Si, dans le reste du monde, les paysannes et les paysans ont uni leurs forces au sein de mouvements sociaux pour lutter contre l'accaparement des terres et protéger leur droit à un niveau de vie suffisant, y compris à l'alimentation et à la terre, dans les anciens pays soviétiques comme l'Ukraine, la population rurale n'a, jusqu'à présent, exprimé aucune véritable résistance face au développement agricole à grande échelle, et le discours sur les droits des paysannes et des paysans brille par son absence.

Le présent article propose une analyse des réactions de la paysannerie ukrainienne devant l'expansion de l'agro-industrie et des opérations d'accaparement de terres, en réfléchissant sur le contexte post-soviétique, la participation de la population rurale aux transactions foncières, l'absence de mobilisation et de protestation dans les campagnes, ainsi que sur les perspectives d'avenir pour l'agriculture à petite échelle en Ukraine.

FACE À L'ACCAPAREMENT DES TERRES, L'ABSENCE DE RÉACTION DE LA PAYSANNERIE

La Banque mondiale a récemment inscrit l'Ukraine à la liste des pays riches en ressources [naturelles], mais pauvres du point de vue financier, devenus la cible d'opérations d'accaparement de terres. En effet, l'Ukraine, ancien grenier de l'Union soviétique, possède aujourd'hui plus de 25 % des terres les plus riches et les plus fertiles au monde (les « terres noires »). Suite à l'effondrement de l'URSS, en 1991, le pays entreprit une réforme foncière afin de démanteler le système collectiviste et de distribuer les terres aux habitants des zones rurales dans l'optique de stimuler l'agriculture privée. Mais, comme le démantèlement des exploitations collectives s'était accompagné de la disparition de tous les autres facteurs importants (par ex., le capital, le savoir-faire, les marchés en amont et en aval ou l'État de droit), les habitants des zones rurales n'avaient plus les moyens d'exploiter efficacement leurs terres. Au lieu d'encourager le développement de l'agriculture privée, le résultat fut une concentration du foncier : d'abord, entre les mains des élites rurales, puis, par le

1 Le présent article s'appuie en grande partie sur les travaux universitaires menés par l'auteure de 2012 à 2014 dans les régions centrales et occidentales de l'Ukraine. Pour plus d'informations, voir : N. Mamonova, "Resistance or adaptation? Ukrainian peasants' responses to large-scale land acquisitions", *Journal of Peasant Studies*, vol. 42, n°3-4, 2015, pp. 607-634.

2 Natalia Mamonova prépare un doctorat en études du développement à l'Institut international d'études sociales (*International Institute of Social Studies*, ISS) de l'Université Érasme de Rotterdam. Merci à Christina Plank (Université de Vienne), Antonio Onorati (*Centro Internazionale Crocevia*), Priscilla Claves (Université de Louvain et Institut français de Pondichéry) et Stineke Oenema (ICCO Coopération) pour leur aide à la révision du présent article. Cet article a été initialement rédigé en langue anglaise.

biais d'une accumulation par de grands investisseurs nationaux ou étrangers animés par l'envolée des marchés alimentaires mondiaux et la ruée mondiale sur les terres au début des années 2000. Actuellement, 60 % des terres agricoles ukrainiennes sont sous le contrôle de grandes entreprises de l'agro-industrie, dont la taille et l'échelle sont comparables aux *latifundia*³ les plus grands d'Argentine ou du Brésil⁴. De plus, en Ukraine, la vente de terres agricoles est frappée d'une interdiction qui court jusqu'en janvier 2016⁵. Aussi, pour acquérir des terres, ces entreprises doivent soit les louer auprès de la population rurale (bien souvent à des taux défavorables pour celle-ci), soit recourir à des pratiques illégales.

Cette expansion de l'agro-industrie et des accaparements de terres n'a pas rencontré de franche résistance de la part de la population rurale. Au contraire : bon nombre d'Ukrainiens louent les terres distribuées aux entreprises de l'agro-industrie, tout en cultivant de minuscules parcelles (d'une superficie moyenne de 0,4 ha). Au total, les ménages ruraux ne cultivent que 12 % des terres agricoles du pays, alors qu'ils contribuent à hauteur de 52,7 % à la production agricole nationale brute. Ils produisent 98 % de la récolte totale de pommes de terre, 86 % des légumes, 85 % des fruits et 81 % du lait⁶. La politique agricole du gouvernement ukrainien néglige en grande partie l'importance de l'agriculture pratiquée par la population et préfère favoriser les entreprises de l'agro-industrie. Ainsi, en 2012, 60 % de l'ensemble des subventions publiques allouées à l'agriculture furent octroyées aux grandes entreprises⁷. Parallèlement, la population rurale vit à la limite du seuil de pauvreté, puisque 44 % de ces personnes ont un revenu inférieur au minimum vital tandis que 7 % souffrent de malnutrition⁸.

L'absence de protestation manifeste au sein de la population post-soviétique est généralement attribuée aux 70 années de socialisme qu'elle a vécues, pendant lesquelles toute expression de désaccord envers les actions du gouvernement faisait l'objet de poursuites et où toute manifestation vigoureuse se soldait par une déportation vers les camps de travail du Goulag. Par ailleurs, il convient de mentionner l'exode rural que connaît actuellement la campagne ukrainienne, marqué par la migration des jeunes en âge de travailler vers les centres urbains, laissant derrière eux la population plus âgée. Dans les régions rurales, un peu plus de 24 % de la population a plus de soixante ans. Toutefois, si ces facteurs tiennent certes une place importante dans cette problématique, notre analyse suggère que les principales raisons derrière cette absence d'opposition sont : (1) la continuité d'une structure agraire à deux niveaux et l'absence de conditions favorables à l'agriculture familiale commerciale, (2) l'association partielle des ménages ruraux aux transactions foncières et au développement agricole à grande échelle, et (3) la capacité d'adaptation de l'agriculture paysanne, qui lui permet de subsister dans un environnement hostile.

LE MONDE PAYSAN ET LE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE À GRANDE ÉCHELLE

Malgré les mesures de distribution foncière prises par l'Ukraine à la fin de l'ère soviétique, la structure agraire à deux niveaux a perduré : si les anciennes exploitations collectives ont peu à peu été transformées en grandes entreprises agricoles, les habitants des zones rurales continuent de pratiquer une agriculture de subsistance sur leurs parcelles, même si cela se traduit par moins de possibilités d'obtenir un emploi salarié. En fait, l'accaparement des terres a été mené sans qu'il y ait de déplacement physique de la population rurale.

3 Un *latifundium* est une grande propriété foncière ou une grande exploitation d'élevage fonctionnant généralement grâce au travail de paysans ou de personnes dont les conditions de travail relèvent de l'esclavage moderne.

4 V. Lapa, A. Lissitsa et A. Tovstopyat, "Super-Large Farms in Ukraine and Land Market", étude présentée à l'occasion du Forum IAMO, Allemagne, 25-27 juin 2008.

5 Pour plus d'informations à propos du marché foncier en Ukraine, voir l'encadré ci-après.

6 State Statistics Committee of Ukraine, *Production of Major Agricultural Products*, 2015. www.ukrstat.gov.ua (en ukrainien)

7 V. Lapa, Directeur-Général du *Ukrainian Agribusiness Club*. Entretien avec l'auteur, Kiev, 22 juillet 2012.

8 N. S. Vlasenko, "Rural poverty in Ukraine", *Problems of Economic Transition*, vol. 51, n°7, 2008, pp. 21-28.

À l'époque où les grandes entreprises arrivèrent dans la campagne ukrainienne, au début des années 2000, le tissu socio-économique des régions rurales se trouvait dans un état déplorable. En effet, le processus de décollectivisation des années 90 avait eu comme conséquences : (1) un taux de chômage en milieu rural de 40 %, (2) la disparition de toute forme de soutien formel et informel aux ménages (auparavant, ceux-ci étaient autorisés à profiter de l'usage collectif des pâturages, de l'équipement, des intrants, et le chapardage des cultures dans les champs collectifs était accepté par la société) et (3) une dégradation des infrastructures rurales, lesquelles relevaient des responsabilités des exploitations collectives.

Les entreprises nationales et étrangères de l'agro-industrie ont redynamisé la production agricole à grande échelle, si bien que l'Ukraine compte désormais parmi les premiers pays exportateurs de denrées agro-alimentaires au monde. Outre le foncier, les nouveaux opérateurs agricoles ont également pris en main plusieurs fonctions sociales précédemment assurées par les exploitations collectives. Certaines de ces fonctions visent à empêcher le sabotage des terres appartenant aux entreprises ; d'autres sont obligatoires au regard du droit foncier ukrainien, lequel interdit aux entreprises de détenir des terres agricoles. Contraintes de louer les terres auprès des paysans, les entreprises de l'agro-industrie intègrent, en partie, la population rurale au développement agricole à grande échelle. Les contrats de location prévoient ainsi le versement d'un modeste paiement (en nature) aux propriétaires ; en revanche, les clauses de résiliation ou de renégociation sont pratiquement inexistantes. Mais, pour beaucoup de ménages ruraux, ces paiements représentent une source supplémentaire de revenu non négligeable.

En outre, le manque de programmes favorisant le développement de l'agriculture à petite échelle, conjugué à la corruption généralisée et aux inégalités de pouvoir découragent les paysans d'exploiter les terres distribuées pour y pratiquer une agriculture commerciale. Qui plus est, compte tenu de la tradition socialiste en matière d'agriculture industrielle, bon nombre d'Ukrainiennes et d'Ukrainiens vivant dans les campagnes se voient d'abord comme des travailleurs plutôt que comme des propriétaires fonciers et estiment que les terres agricoles devraient être cultivées de façon collective. Ces éléments expliquent pourquoi les paysannes et les paysans préfèrent un emploi salarié dans une entreprise agricole à la création d'une exploitation familiale indépendante. L'enquête agricole menée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), en 2005, révèle que 96 % des villageois ukrainiens ne désiraient pas s'installer dans l'agriculture à titre individuel, que 20 % des personnes interrogées avaient un emploi, tandis que 26 % souhaitaient obtenir un emploi agricole salarié⁹. Les travailleurs ruraux, femmes et hommes, bénéficient également de services supplémentaires de la part de leurs employeurs, comme des rabais sur les intrants et les produits agricoles ou une aide pour les travaux de labour. Enfin, les familles rurales dont au moins un des membres travaille dans une entreprise de l'agro-industrie sont les moins exposées au risque de pauvreté.

Pour autant, le développement agricole à grande échelle n'intègre pas toute la population, et le chômage en milieu rural atteint des niveaux élevés. En 2004, 10 % de la population rurale en âge de travailler n'avait pas d'emploi¹⁰. De plus, nombre de ménages ruraux ne perçoivent pas de loyer ; il s'agit notamment des catégories n'ayant pas reçu de terrains du programme de distribution foncière, à savoir, les enseignants en milieu rural, le corps médical, les travailleurs des services postaux et les personnes ayant vendu leurs terres au début des années 90. Par ailleurs, un

9 L. Zvi et al., *Ukraine after 2000: A Fundamental Change in Land and Farm Policy?*, Rome : FAO, 2006. departments.agri.huji.ac.il/economics/lerman-fao-study.pdf (en anglais)

10 State Employment Service, *Economically Active Population*, 2014. www.dcz.gov.ua (en ukrainien)

petit groupe d'exploitants familiaux engagés dans l'agriculture commerciale a signalé avoir rencontré de graves difficultés à cause de l'expansion de l'agro-industrie. Les grandes entreprises de ce secteur contrôlent les marchés alimentaires, la chaîne de valeur, ainsi que la distribution des terres agricoles ; ce sont aussi elles qui touchent la majorité des subventions publiques. Dans ces conditions, les exploitants familiaux ont peu de possibilités de croître et prospérer.

ADAPTATION ET PERSISTANCE DES MÉNAGES PAYSANS

La capacité d'adaptation des ménages ruraux constitue l'autre facteur expliquant l'absence de protestations au sein du monde rural contre l'accaparement des terres et le développement agricole à grande échelle. En effet, les paysannes et les paysans sont capables d'adapter leur production pour veiller à ce qu'elle n'empiète pas sur les intérêts de l'agro-industrie, comme en témoigne le doublement de la production des ménages ruraux après l'effondrement de l'Union soviétique. À quoi cela tient-il ? Par le passé, la population paysanne assurait ses besoins de subsistance grâce à sa propre production, y compris de blé et d'autres cultures. Mais, face à l'expansion de l'agro-industrie, elle a dû modifier sa stratégie de production. Les entreprises de l'agro-industrie privilégiant la production de monocultures d'exportation (le blé, l'orge et le maïs, principalement) et n'accordant que peu d'intérêt à une agriculture moins rentable, nécessitant plus de temps et de main d'œuvre (comme la production laitière, de pommes de terre, de légumes, de fruits ou de viande), les paysannes et les paysans ont investi cette niche commerciale et intensifié la production de ces denrées. Aujourd'hui, les ménages ruraux satisfont les besoins de leurs familles et écoulent l'excédent de production sur les marchés nationaux. Cette segmentation du marché contribue à une coexistence, certes fragile, de l'agriculture à grande échelle et de l'agriculture paysanne.

Cependant, lorsque les intérêts des paysans et des entreprises de l'agro-industrie s'entrechoquent, ces dernières adoptent des politiques prédatrices pour éliminer leurs concurrents. Le programme public, actuellement en cours, visant à soutenir l'industrialisation de la production de viande et de lait a renforcé la place de l'agro-industrie dans ces deux filières, aux dépens des ménages ruraux. Par ailleurs, ces derniers ne sont pas en mesure de satisfaire aux normes sanitaires récemment introduites dans l'élevage et l'abattage des animaux, et les épidémies annuelles de grippe porcine ont entraîné un abattage massif de porcs. Aux yeux des paysans, il s'agit d'une guerre menée à leur rencontre.

De plus, le système ukrainien de marchés paysans organisés n'est pas suffisamment développé. En effet, la majorité des pommes de terre, des fruits et des légumes issus de la production paysanne sont vendus sur des marchés improvisés ou au bord des routes. Quant aux produits laitiers et à la viande, ils nécessitent une certification et ne peuvent être vendus que sur les marchés officiels, inaccessibles et inabordables pour la plupart des paysans, ou doivent être collectés par les intermédiaires et les sites de transformation. Les prix pratiqués par ces sociétés de collecte sont très bas, voire souvent inférieurs aux coûts de production engagés par les paysans. L'absence de mécanismes de protection efficaces en faveur des petits producteurs associée à un système de collecte fortement monopolisé et infiltré par des groupes criminels (particulièrement pour le lait) signifie que les paysans ne sont pas dans une position leur permettant de négocier des prix plus élevés. En 2012, nombre d'entre eux décidèrent d'agir contre les faibles prix d'achat du lait en manifestant devant

les bureaux de l'administration locale dans plusieurs régions du pays. Malgré ces actions, les manifestants ne parvinrent pas à faire changer la donne, bien au contraire : au terme des manifestations, plusieurs participants firent l'objet de menaces, de contrôles de la part de milices et même de poursuites en justice. Suite à ces événements, les gens étaient d'avis qu'il existait une « mafia du lait » et une entente entre l'État et les entreprises.

En dépit des pratiques prédatrices adoptées par les grandes entreprises de l'agro-industrie et de la politique menée par l'État pour « moderniser » l'agriculture selon le modèle agro-industriel, les ménages paysans subsistent et font preuve d'une capacité de survie remarquable dans les périodes difficiles. Si la crise économique de 2007–2008 et la guerre civile qui a éclaté en 2014 et qui se poursuit toujours, ont posé de graves difficultés financières à bon nombre d'entreprises de l'agro-industrie, les paysannes et les paysans, pour leur part, sont parvenus à diversifier leurs activités jusqu'à devenir quasiment autosuffisants. La ténacité du modèle de production paysan s'explique par le recours à la main d'œuvre familiale, le contrôle des paysans sur les ressources, les réseaux informels de distribution des denrées et le recours à des pratiques traditionnelles de culture ne nécessitant pas une utilisation importante d'intrants ou de machines sophistiquées. Les paysannes et les paysans produisent leurs denrées grâce au travail manuel et utilisent principalement des engrais organiques. Qui plus est, les liens sociaux et l'entraide jouent un rôle important dans les pratiques de distribution et de partage des denrées.

Dans beaucoup d'autres pays, praticiens et universitaires envisagent souvent la production durable de denrées à petite échelle comme une alternative au modèle alimentaire industriel. Il s'agit d'un discours que l'on n'entend pas dans les campagnes post-soviétiques¹¹. En Ukraine, la population rurale considère l'agriculture qu'elle pratique non pas comme une alternative à l'agriculture industrielle, mais plutôt comme une « filiale » de celle-ci. Il existe très peu d'organisations de la société civile rurale pouvant susciter le débat sur la souveraineté et sur les droits des paysannes et des paysans, et elles ne recueillent pas le soutien de la population rurale¹².

Il y a actuellement des débats aux niveaux universitaire et politique portant sur le devenir de la structure agraire post-soviétique à deux niveaux : restera-t-elle stable ou va-t-elle se transformer en un modèle agricole monopolistique¹³ ? Jusqu'à ce que les ventes foncières soient autorisées, les grandes entreprises de l'agro-industrie poursuivront leurs activités sur les terres des paysans. Cependant, le programme d'intégration de l'Ukraine au sein de l'Union européenne prévoit la libéralisation du marché foncier. Dans le cadre de ce processus, l'Europe et le gouvernement ukrainien feraient bien de protéger les producteurs à petite échelle et de reconnaître le rôle important que ces derniers remplissent en assurant la disponibilité d'une gamme plus diversifiée de produits nutritifs sur le marché. Ce faisant, ils protégeraient les droits des producteurs et ceux des consommateurs.

11 Pour consulter un article discutant de l'efficacité et de la durabilité de l'agriculture paysanne post-soviétique, voir : O. Visser *et al.*, "‘Quiet Food Sovereignty’ as Food Sovereignty without a Movement? Insights from Post-socialist Russia", *Globalizations*, vol. 12, n°4, 2015, pp. 513–528.

12 O. Visser et N. Mamonova, *Large-scale land acquisitions in the former Soviet Union. A study of rural social movements and land conflicts in Russia and Ukraine*, IS Land Academy, 2011.

13 N. Mamonova, "Challenging the dominant assumptions about peasants' responses to land grabbing: A study of diverse political reactions from below on the example of Ukraine", étude présentée au cours de la seconde Conférence internationale sur l'accapement des terres dans le monde, Université de Cornell, Ithaca, 17–19 octobre 2012.

ENCADRÉ 13

La libéralisation du marché foncier en Ukraine : une menace pour le droit à l'alimentation

Christina Plank¹⁴

L'introduction d'un marché foncier figure à nouveau au premier plan des priorités politiques en Ukraine. Le moratoire en vigueur jusqu'en janvier 2016 interdit la vente et l'achat de terres agricoles. Pour autant, le gouvernement actuel prépare déjà l'ouverture du marché foncier, avec l'appui de l'Union européenne (UE), ainsi qu'évoqué dans l'article précédent. La privatisation des terres agricoles étant un sujet mal accueilli parmi les Ukrainiens des régions rurales, la libéralisation a déjà été reportée plusieurs fois par le passé¹⁵.

Selon les résultats d'une enquête d'opinion réalisée en 2011 par le Centre Razumkov, aucune majorité claire ne se dégage en faveur de la propriété privée des terres agricoles. Si 37,8 % des personnes interrogées à l'époque se prononçaient en faveur de cette idée, 34,4 % s'y opposaient, tandis que 27,9 % étaient indécises. Les raisons principales de cette opposition se résumaient aux arguments selon lesquels « le foncier devrait rester la propriété de l'État ou des municipalités » et que « le foncier serait acheté par des oligarques ou des députés »¹⁶. Cette crainte est également partagée par Maksim Martynyuk, directeur de l'Inspection nationale du secteur de la construction et de l'architecture, qui qualifie de « catastrophiques » les conséquences sociales et prévoit la disparition des moyens d'existence des paysans en cas de levée du moratoire début 2016¹⁷. Pour empêcher une telle situation, et suite aux conclusions publiées dans le cadre d'une évaluation portant sur le suivi de la mise en œuvre des *Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale*, il a été suggéré de lever le moratoire « de façon progressive »¹⁸. Le déploiement d'un système informatisé d'administration foncière vise à accroître la transparence et à réduire les coûts liés à l'enregistrement des terrains¹⁹. Cependant, en raison de la crise économique et du conflit frappant actuellement le pays, la majorité des Ukrainiens n'ont pas d'argent pour acquérir des terres, même à un prix relativement modique.

Bien que l'élite au pouvoir tente de tirer le plus de profits possibles des « terres noires » ukrainiennes, cette importante ressource nationale n'a pas encore été officiellement répartie entre oligarques et investisseurs étrangers. Dans le passé, les tentatives menées par le président Viktor Ianoukovitch et sa « famille » pour s'en emparer suscitèrent une vive contestation. À présent, c'est au tour de Petro Porochenko, l'actuel président, de s'enrichir par le secteur agricole. Surnommé « le roi du chocolat » pour avoir bâti sa fortune grâce au commerce du cacao et de la confiserie, Porochenko n'a pas encore rempli la promesse, faite lors de son élection à la présidence, de vendre toutes ses entreprises. L'an dernier, la superficie cultivée par Agroproinvest, le groupe qu'il détient et qui approvisionne sa célèbre marque de chocolat Roshen en betteraves à sucre, a été multipliée par trois²⁰. Aussi n'y a-t-il aucune coïncidence à ce que la commission parlementaire des affaires agricoles soit la plus prisée au sein du Parlement ukrainien ni à ce que l'on assiste à l'émergence vraisemblable de nouveaux oligarques dans le secteur agricole²¹.

Dans le sillage du « virage occidental » opéré par le gouvernement, on assiste à un retour en force du discours sur l'instauration de la transparence et d'incitations en faveur de l'investissement étranger direct et sur la garantie des droits de propriété

- 14 Christina Plank est doctorante à l'Institut des sciences politiques de l'Université de Vienne.
Merci à Natalia Mamonova (ISS), Antonio Onorati (Centro Internazionale Crocevia) et Stineke Oenema (ICCO Coopération) pour leur aide à la révision du présent encadré. Cet encadré a été initialement rédigé en langue anglaise.
- 15 Pour consulter une analyse détaillée de la situation foncière en Ukraine, voir : C. Plank, "Land Grabs in the Black Earth: Ukrainian Oligarchs and International Investors", *Land Concentration, Land Grabbing and People's Struggles in Europe*, sous la direction de J. Franco et de S. M. Borras Jr., Amsterdam : Transnational Institute, 2013, pp. 184–190.
- 16 M. Mishenko, "Public Opinion on Land Policy and Land Reform in Ukraine", *National Security & Defence Journal*, vol. 1, n°130, 2012, pp. 3–20, (enquête d'opinion citée : p. 12). www.uceps.org/eng/files/category_journal/NSD130_eng.pdf#page=3 (en anglais)
- 17 M. Kuchar, "Maksim Martynyuk: Gosgeokadastr dolzhen zanimatsya uchetom zemel a ne ich raspredeleniem", *ZN.UA*, 10 avril 2015. gazeta.zn.ua/macrolevel/maksim-martynyuk-gosgeokadastr-dolzhen-zanimatsya-uchetom-zemel-a-ne-ih-raspredeleniem-.html (en ukrainien et en russe)
- 18 R. Tonchovska et D. Egiashvili, "Using existing land governance assessment tools for monitoring voluntary guidelines implementation at the national level", étude présentée à l'occasion de la Conférence de la Banque mondiale sur le foncier et la pauvreté, Washington DC, 24–27 mars 2014. www.fao.org/fileadmin/user_upload/nr/land_tenure/TONCHOVSKA_808.pdf (en anglais)
Pour consulter les *Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale*, voir : www.fao.org/docrep/016/i2801f/i2801f.pdf
- 19 R. Tonchovska et al., "Standards for Land Tenure and Administration", *Geospatial World – The Geospatial Industry Magazine*, vol. 9, n°4, 2014, pp. 37–39. geospatialworld.net/Magazine/MArticleView.aspx?aid=30950 (en anglais)
- 20 Y. Samaeva, "Navstrechu agrokolonializmu", *ZN.UA*, 24 avril 2015. gazeta.zn.ua/macrolevel/navstrechu-agrokolonializmu-.html (en ukrainien et en russe)
- 21 S. Leshchenko, "Ukraine Between Corruption and Reform", conférence donnée à l'Institut des sciences humaines (IWM), Vienne, 7 mai 2015. www.youtube.com/watch?v=fcrISMLEWqY (en anglais)

dans le secteur agricole. En témoigne, par exemple, une nouvelle initiative lancée en 2014 dans le cadre du programme de Jumelage avec l'Union européenne, qui permet de fournir des exemples de bonnes pratiques appliquées dans l'UE afin d'aider la libéralisation du marché foncier en Ukraine²². Néanmoins, rien ne garantit que ce « virage occidental » aboutira nécessairement à davantage de démocratie dans l'agriculture et la gestion des ressources. Au lieu de cela, il pourrait bien ouvrir grand la porte aux investisseurs de l'agro-industrie en provenance de l'UE ou des États-Unis²³. Un tel changement de stratégie, en faveur d'une perspective plus favorable au capital occidental, avait déjà été constaté après la « révolution orange » de 2004²⁴.

De plus, le manque de soutien en faveur des petits producteurs de la part d'institutions financières internationales telles que la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) indique clairement que la préférence est donnée aux entreprises agro-industrielles nationales et internationales. La BERD reconnaît d'ailleurs ouvertement qu'il ne lui est guère possible de financer les petits producteurs en raison de son système de prêts en devises étrangères²⁵. En outre, l'Accord d'association avec l'UE aide l'agro-industrie à cibler l'Ukraine parce qu'elle regorge de ressources²⁶.

La libéralisation du marché foncier serait contraire à l'article 48 de la Constitution ukrainienne qui stipule que « toute personne jouit du droit à un niveau de vie suffisant pour elle-même et sa famille, y compris une nourriture, un vêtement et un logement suffisants. »²⁷ Les événements actuels affaiblissent le droit à une alimentation adéquate et à la nutrition en Ukraine. Par conséquent, compte tenu de l'évolution des rapports entre l'élite nationale et l'élite internationale et à moins que d'importantes modifications ne soient apportées aux structures de pouvoir en place, la concentration foncière se poursuivra²⁸, au détriment de la population ukrainienne.

22 EUUKRAINECOOP, "EU helps create Ukrainian agricultural lands market", *EU Co-Operation News – Newsletter of the Delegation of the European Union to Ukraine*, 9 septembre 2014. euukrainecoop.com/2014/09/12/agriculture/ (en anglais)

23 J. Word, A. Martin-Prével et F. Mousseau, *Walking on the West Side: The World Bank and the IMF in the Ukraine Conflict*, Oakland : Oakland Institute, 2014. www.oaklandinstitute.org/sites/oaklandinstitute.org/files/OurBiz_Brief_Ukraine.pdf (en anglais)

24 C. Plank, "Ukraine: Die Politische Ökonomie der Oligarchen", *Z. Zeitschrift Marxistische Erneuerung*, vol. 99, 2014, pp. 44–52.

25 EUUKRAINECOOP, "EBRD Official: 'We Invest €1 billion to Ukraine Every Year'", *EU Co-Operation News – Newsletter of the Delegation of the European Union to Ukraine*, 29 janvier 2015. euukrainecoop.com/2015/01/29/ebrd/ (en anglais)

26 J. Becker, "Untergeordnete Integration: Das Assoziationsabkommen zwischen der EU und der Ukraine", *Kurswechsel*, vol. 3, 2014, pp. 76–82. Voir également : Euromemorandum, *What future for the European Union – Stagnation and polarisation or new foundations?*, 2015. www2.euromemorandum.eu/uploads/euromemorandum_2015.pdf (en anglais)

27 *Constitution of Ukraine*, article 48, 1996. www.kmu.gov.ua/document/110977042/Constitution_eng.doc (en anglais)

28 Latifundist, *Top 100 latifundistov Ukrainy*, 2015. latifundist.com/rating/top100#88 (en ukrainien)